

« Capitulation », « trahison » : consternation à droite après l'interview de l'ambassadeur de France en Algérie, favorable au retour à 250.000 visas par an

ID | ART-0015-PRESS | Theme | PRESS | Updated | 18-07-2026 | Version | 1.0.0

Journal | Le Figaro
Date | 18-07-2026
Auteur | Amaury Coutansais-Pervinquière
Themes | La politique et l'immigration; Algeria; Marine Le Pen



*Les présidents français et algériens au G7 en Italie.
LUDOVIC MARIN / AFP*

Stéphane Romatet a annoncé que l'objectif était que « le volume de visas puisse redémarrer à la hausse ». « L'ouverture totale des vannes migratoires par un pouvoir macroniste en bout de course n'est pas une option pour la France », a réagi ce samedi Marine Le Pen.

« L'ouverture totale des vannes migratoires par un pouvoir macroniste en bout de course n'est pas une option pour la France », assure Marine Le Pen, candidate du Rassemblement national à l'élection présidentielle de l'an prochain. « Elle l'est d'autant moins à l'égard d'un régime hostile qui depuis des mois se soustrait à ses obligations en refusant de reprendre ses OQTF », poursuit-elle. L'élue du Pas-de-Calais réagissait à l'entretien accordé par l'ambassadeur de France en Algérie, Stéphane Romatet, au média francophone *Tout sur l'Algérie* (TSA) le 14 juillet.

« Je suis revenu en Algérie avec un mandat, avec une volonté, celle du président Emmanuel Macron, celle aussi qui m'a été confirmée dès mon arrivée par le président Abdelmadjid Tebboune, de, en quelque sorte, remettre cette relation sur les rails », expliquait-il, voulant « faire redémarrer » la coopération entre Paris et Alger dans les domaines de « la sécurité, la justice et les questions migratoires ». « Avant la crise (...) nous délivrions à peu près 250.000 visas par an », avait rappelé le diplomate. « Notre objectif c'est de faire en sorte que ce volume de visas (...) puisse redémarrer à la

hausse et de revenir probablement au niveau antérieur à la crise », ajoutait-il. Dans un bref message sur X, le patron de l'UDR, maire de Nice et allié du RN, Éric Ciotti, s'est contenté d'égrener trois substantifs : « Une capitulation. Une humiliation. Une trahison. »

20

La droite vent debout

Bruno Retailleau, alors ministre de l'Intérieur, avait haussé le ton face au refus algérien de reprendre ses ressortissants illégaux et de libérer l'écrivain Boualem Sansal et le journaliste Christophe Gleizes. En août 2025, Paris avait suspendu l'accord de 2013 et serré la vis sur l'octroi des visas aux Algériens. Quelques mois avant son départ de l'Élysée, Emmanuel Macron semble vouloir resserrer les liens avec le régime algérien. Pourtant, celui-ci n'a ni libéré Christophe Gleizes, ni repris davantage de ses ressortissants, comme l'y oblige le droit international.

25

À droite, cet entretien de l'ambassadeur de France a déclenché un véritable tollé. « Quelle tristesse de voir notre diplomatie contrainte de courber la tête à cause des renoncements du président de la République devant le régime algérien », a réagi le candidat LR à la présidentielle, Bruno Retailleau, jeudi sur X. L'eurodéputé François-Xavier Bellamy a lui aussi fait part de son désappointement. « Aucune condition n'est fixée », s'est-il désolé au sujet de l'objectif assumé d'augmenter le nombre de visas délivrés aux Algériens. « Il n'était pourtant pas compliqué d'expliquer que la France ne peut pas ouvrir ses portes aux citoyens algériens tant que leur gouvernement refuse toujours massivement de reprendre ceux qui y restent illégalement. »

30

35

« L'ambassadeur de France en Algérie annonce que notre pays souhaite délivrer 250 000 visas par an aux ressortissants algériens, malgré les provocations et la détention d'un journaliste français », a regretté pour sa part le président du Rassemblement national, Jordan Bardella. « Nous refusons catégoriquement cette capitulation du macronisme face au régime algérien ». L'eurodéputée Marion Maréchal s'y est également opposée en énumérant : « 1 immigré algérien sur 2 vit en HLM », « 2 immigrés algériens sur 3 ne sont pas en emploi », « les ressortissants algériens constituent la première nationalité étrangère représentée dans les prisons françaises », « environ 1 clandestin interpellé sur 4 est algérien, tandis que près de 65 % des demandes d'expulsion sont refusées ».

40

45

Enfin, la députée européenne Reconquête! Sarah Knafo s'y est à son tour opposée, arguant que l'Algérie « coûte déjà 9 milliards d'euros » à la France.